

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Marché de Prestations intellectuelles

**CONCEPTION, REALISATION, AMENAGEMENT DU
CENTRE PENITENTIAIRE D'ANGERS LES LANDES (49)**

MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

Février 2025

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Document valant CCAP et CCTP

SOMMAIRE

CHAPITRE I : GENERALITES	3
ARTICLE 1 : Objet du marché	3
ARTICLE 2 : Définition des parties	8
ARTICLE 3 : Pièces constitutives du marché	11
ARTICLE 4 : Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité	11
ARTICLE 5 : Contenu des prestations	13
ARTICLE 6 Modalités d'intervention	24
ARTICLE 7 : Délai et pénalités	30
CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS	35
ARTICLE 8 EXECUTION DU MARCHE	35
CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT	36
ARTICLE 9 : Prix	36
ARTICLE 10 : Modalités de règlement	38
CHAPITRE IV : DIVERS	41
ARTICLE 11 : Assurances	41
ARTICLE 12 : Arrêt de l'exécution du marché	41
ARTICLE 13 : Résiliation du marché	42
ARTICLE 14 : Règlement des différends	42
ARTICLE 15 : Exclusivité – conflits d'intérêts	42
ARTICLE 16 : Obligations du titulaire au titre du détachement des salariés	43
ARTICLE 17 : Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés	43
ARTICLE 18 : Dérogations aux documents généraux	44

CHAPITRE I : GENERALITES

Le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de construction d'un centre pénitentiaire à Angers (49), comprenant également les équipements routiers menant à ce dernier.

Le présent cahier des clauses particulières (CCP) concerne les missions confiées au titulaire pour d'une part l'analyse des offres dans la cadre de la procédure de marché global sectoriel de conception réalisation, et d'autre part le suivi de la conception, la construction et l'aménagement.

ARTICLE 1 : Objet du marché

1.1. Présentation de l'opération

1.1.1. Site et projet


Le projet consiste à réaliser un nouveau centre pénitentiaire d'une capacité de 850 places, comprenant des quartiers ouverts (peine longue, centre de détention) et des quartiers fermés (peine courte, maison d'arrêt).

Il prévoit une surface en enceinte d'environ 10ha avec une hauteur maximum des bâtiments de 21m. Les surfaces du futur établissement sont estimées à environ 27 000 m² de surface utile et 600 places pour les stationnements correspondants.

La desserte routière est intégrée au projet et comprend :

1. La création d'un giratoire sur la RD347 ;
2. La création des dessertes des exploitations économiques existantes "Les 15 sillons" et "Levavasseur" ;
3. La création de l'accès Nord (Branche Nord-Sud depuis le giratoire jusqu'à l'entrée du CP d'Angers) ;

Plan de situation

-  Limite de commune
-  Périmètre DUP
-  Sortie d'autoroute

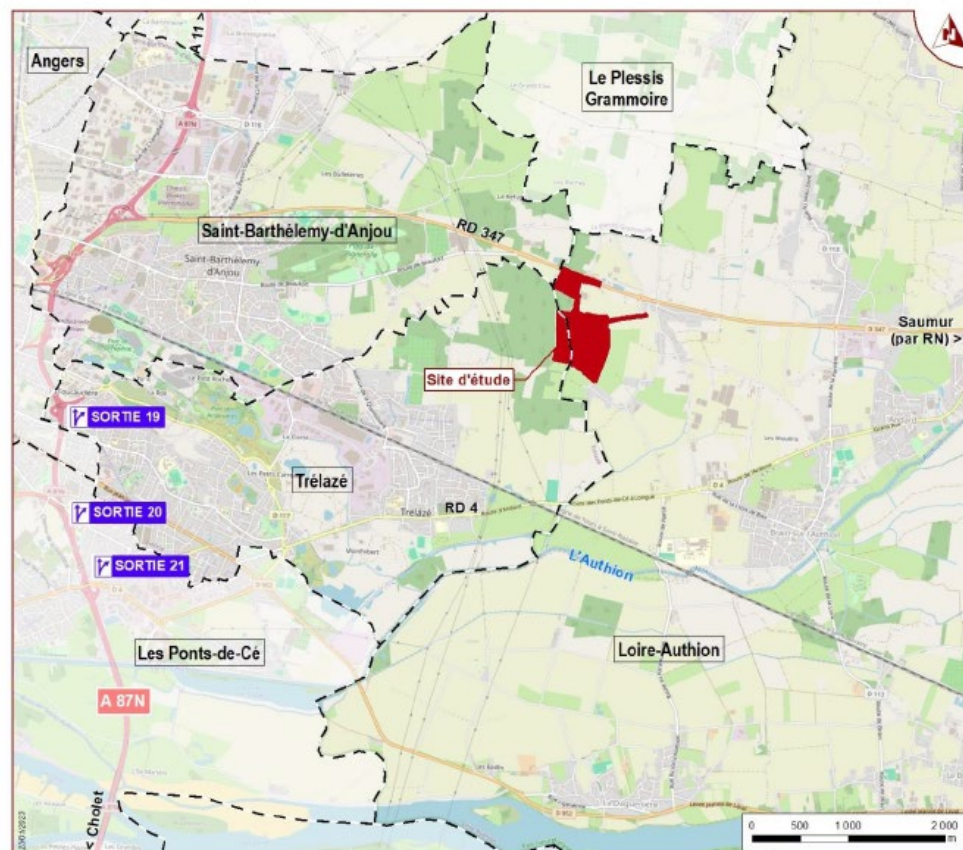


Figure 1 - Plan de situation

Le terrain d'implantation du projet est situé sur les communes de Loire-Authion, à l'ouest du territoire communal, et de Trélazé, pour une petite partie du périmètre. Le site se trouve au sud de la RD347 et sur une petite portion du bois de Verrières située à l'Ouest du site retenu.

Il représente une superficie d'environ 36,1 ha.

L'emprise d'implantation prévisionnelle de l'établissement est donnée sur la carte ci-dessous :

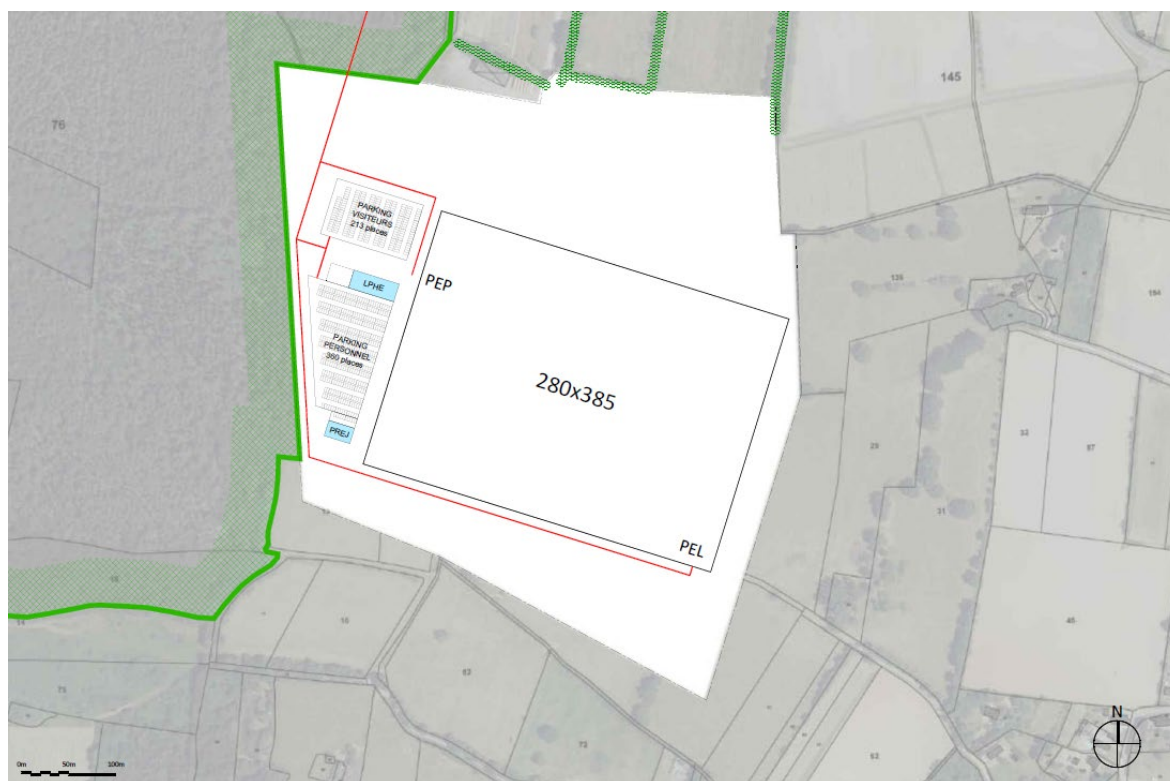


Figure 2 -Schéma de principe du futur centre pénitentiaire d'Angers les Landes (49)

NOTA : Cette simulation est uniquement présentée à titre indicatif.

Le calendrier général prévisionnel de l'opération prévoit la notification du marché de conception-réalisation au 1^{er} trimestre 2025, pour un démarrage des travaux courant 2026.

Le montant estimé des travaux est d'environ 155 M€ HT (date de valeur décembre 2022). Il est passé avec un groupement responsable de la conception, de la construction et de l'aménagement, en application de l'article L2171-4 du code de la commande publique et selon une procédure avec négociation en application des articles L2124-3, R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du code de la commande publique.

Il n'y a pas de marché spécifique de maîtrise d'œuvre. La maîtrise d'œuvre est assurée par un membre du groupement titulaire du marché de conception, réalisation et aménagement.

Sa durée prévisionnelle globale est de 56 mois minimum y compris GPA prévue contractuellement d'une durée de 16 mois, cette tâche démarrant à la réception de l'établissement.

Le marché se décompose en une tranche ferme ayant pour objet la conception, réalisation et l'aménagement du centre pénitentiaire et de la desserte routière ; ainsi que d'une tranche optionnelle dont l'objet est la construction des ouvrages de traitement des eaux résiduaires.

Le marché vise les délais indicatifs suivants pour la tranche ferme :

- conception estimés à 12 mois
- travaux et aménagement estimés à 25 mois, hors OPR/GPA

Les délais de la tranche optionnelle sont inclus dans les délais de la tranche ferme.

Le marché se déroule selon les missions décrites ci-après :

- M0 – PRE - Etudes préliminaires : mise au point et processus BIM
- M1 – APS - Mise au point de l'Avant-Projet-Sommaire remis lors de la consultation
- M2 – ADM – Demandes d'autorisations administratives
- M3 – APD - Avant-Projet-Définitif
- M4 – PRO – Etudes de Projet
- M5 – EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse
- M6 - VISA-DET - Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux
- M7 – TRVX – Réalisation des Travaux
- M8 – AOR - Assistance aux opérations de réception
- M9 – MOB - Mobilier
- M10 – SIG - Signalétique
- M11 – QEB - Qualité environnementale des bâtiments
- M12 – GPA – Suivi de la GPA
- M13 – ENV- Mesures environnementales

Ainsi qu'une tranche optionnelle dont l'objet est la construction des ouvrages de traitement des eaux résiduaires :

- M0 bis– PRE - Etudes préliminaires : mise au point et processus BIM
- M1 bis– APS - Mise au point de l'Avant-Projet-Sommaire remis lors de la consultation
- M2 bis– ADM – Demandes d'autorisations administratives
- M3 bis– APD - Avant-Projet-Définitif
- M4 bis– PRO – Etudes de Projet
- M5 bis– EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse
- M6 bis- VISA-DET - Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux
- M7 bis– TRVX – Réalisation des Travaux
- M8 bis– AOR - Assistance aux opérations de réception
- M9 bis– MOB - Mobilier
- M10 bis– SIG - Signalétique
- M11 bis– QEB - Qualité environnementale des bâtiments
- M12 bis– GPA – Suivi de la GPA
- M13 bis– ENV- Mesures environnementales

1.1.2. Cadre contractuel du présent marché

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

1.2. Missions confiées au coordonnateur SPS

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de 1^{ère} catégorie au sens de l'article R. 4532-1 du Code du Travail, dans le cadre de l'opération de construction d'un centre pénitentiaire à Angers (49).

Le présent marché comprend :

- Mission 1 : l'analyse de l'offre lauréate du marché de conception, réalisation et aménagement du centre pénitentiaire d'Angers Les Landes et la participation à la phase de mise au point marché ainsi que la mise à jour de cette analyse initiale post phase de mise au point ;
- Missions 2 et 3 : la détermination des modalités pratiques de coopération avec les autres intervenants et ouverture du registre journal de coordination,
- Missions 4 à 6 : l'analyse des documents élaborés au cours de la conception (APS, APD, PRO, autorisations administratives, etc...) du centre pénitentiaire d'Angers Les Landes,
- Mission 7 : la fourniture du PGCSPS, du cadre du DIUO, du règlement du CISSCT,
- Mission 10 : l'avis sur les documents d'exécution des ouvrages (EXE) pour la conception du centre pénitentiaire d'Angers Les Landes,
- Missions 8, 9, 11, 12 et 13 : le suivi des phases de réalisation : la préparation de chantier incluant la constitution du CISSCT, l'inspection commune initiale et les suivantes, la déclaration préalable, les travaux (analyse des documents d'exécution, participation obligatoire aux réunions de chantier, visites, mise à jour du RJC et du PGCSPS, présidence du CISSCT, contrôles périodiques, etc.), et la période de parfait achèvement du centre pénitentiaire d'Angers Les Landes.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

Le coordonnateur SPS intervient pendant l'attribution du marché, la conception et l'exécution des ouvrages (y compris VRD, voies d'accès) jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement (16 mois), éventuellement prolongée.

1.3. Principes d'intervention du coordonnateur sécurité et prévention de la santé

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par l'article L.4531-1 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leurs incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur SPS devra avoir la capacité d'anticiper sur l'événement et être un acteur dynamique par sa connaissance du dossier et des modes de réalisation.

Le cas échéant, le coordonnateur SPS tiendra compte, dans l'exécution de ses missions, du guide de préconisations de sécurité sanitaire publié par l'OPPBTP, ainsi que de ses éventuelles mises à jour.

ARTICLE 2 : Définition des parties

2.1. Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage est la personne morale définie comme telle à l'acte d'engagement « Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – APIJ ». Il est usuellement appelé « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur ». Son représentant est le Directeur Général de l'APIJ.

Afin d'assurer une bonne coordination sur le projet du maître d'ouvrage, celui-ci est représenté par un chef de projet et/ou un directeur de programme.

Le maître d'ouvrage est domicilié en son siège social situé en Ile-de-France, actuellement au Kremlin-Bicêtre.

2.2. Assistant(s) du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage peut, en tant que de besoin, confier des missions relevant de sa compétence et se faire représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs, appelés « assistant du maître de l'ouvrage » ou « conducteur d'opération », suivant les règles de passation prévues par le Code de la commande publique.

Ces missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront porter notamment, et de façon non exhaustive ni limitative, sur :

- la conduite générale du projet,
- la procédure de permis de construire,
- la validation des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme,
- le contrôle de la procédure de validation des plans avant exécution,
- le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent,
- le contrôle externe de qualité, relevant du maître de l'ouvrage,
- la sûreté pénitentiaire,
- l'assistance conseil en exploitation maintenance,
- le commissionnement,

Les missions qui sont ainsi confiées aux différents assistants du maître de l'ouvrage, sont portées à la connaissance du titulaire du marché à l'article 2.6.

En outre, différentes entités du Ministère de la Justice interviendront dans le cadre de cette opération, notamment :

- la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP),
- la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) de Rennes.

2.3. Conception et réalisation des ouvrages

Le marché conception, réalisation et aménagement du centre pénitentiaire d'Angers Les Landes est passé avec un groupement responsable de la conception, la réalisation et de l'aménagement.

Le marché public global sectoriel de conception, réalisation et aménagement sera attribué conformément à l'article R. 2171-4 du Code de la commande publique. Les responsabilités du maître de l'ouvrage spécifiées demeurent inchangées, même s'il a choisi d'engager un processus global. Il n'y a pas de marché spécifique de maîtrise d'œuvre et de fait, les missions de maîtrise d'œuvre au sens du Code de la commande publique sont assurées par le titulaire du marché global, qui s'y réfèrent explicitement.

Le groupement responsable de la conception, de la réalisation et de l'aménagement du centre de détention prend en charge la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) des études et des travaux en désignant la personne physique responsable de l'équipe en charge de l'exécution de cette mission. L'OPC participe à l'établissement et veille au suivi du calendrier d'exécution des travaux. A ce titre, il vise tous les calendriers détaillés d'exécution produits aux différents stades de conception et de réalisation par le titulaire et est présent à chaque réunion de chantier.

Le groupement responsable de la conception et de la réalisation du centre pénitentiaire prend également en charge la mission de « coordonnateur SSI » (Systèmes de Sécurité Incendie), en nommant une personne qualifiée et accréditée en conséquence, qui le représentera et interviendra, sur les sujets le concernant, lors des phases d'études, d'instruction des demandes d'autorisation administratives spécifiques, puis de réalisation et notamment d'essais techniques des installations. Le titulaire du marché de conception et de réalisation élaborera, à ce titre, un dossier d'identité SSI, comportant l'ensemble des données fonctionnelles et techniques relatives aux systèmes de sécurité incendie de l'ouvrage.

2.4. Contrôleur technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 modifiée, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Le maître d'ouvrage a désigné un contrôleur technique qui interviendra pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée.

La mission de contrôle technique a été confiée à l'entreprise SOCOTEC CONSTRUCTION, via son agence domiciliée au 7 rue Bouché Thomas 49000 ANGERS.

2.5. Titulaire

Le titulaire est défini dans l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent C.C.P. Il respectera les modalités de changement d'intervenant détaillées à l'article 6.3.1 du présent CCP.

En cas de changement de la personne physique responsable du contrôle de l'opération et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement finalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur adressée au titulaire.

Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus, pour lui proposer une autre personne physique. A défaut, ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplacement, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau remplaçant désigné pour le remplacer ou lui succéder.

2.6. Autres intervenants

Le maître d'ouvrage pourra se faire assister, en tant que de besoin, de bureaux d'études particuliers intervenants, à titre d'exemple, sur le BIM, la sûreté, la géotechnique, les assurances, etc. Dans le cadre de cette opération, sont concernés à ce jour :

2.6.1. L'assistant technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO) et de commissionnement

L'opération du Centre pénitentiaire d'Angers Les Landes (49) fait l'objet d'un marché d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage ayant pour objet la réalisation de l'ensemble de prestations concourant à l'assistance technique du maître d'ouvrage dans le cadre du suivi des travaux et de la garantie de parfait achèvement du marché de conception, réalisation et aménagement du Centre Pénitentiaire d'Angers Les Landes. Le titulaire de ce marché s'assurera, lors de l'exécution des études et des travaux, du respect des pièces contractuelles et réglementaires et en rendra compte au maître de l'ouvrage.

Les coordonnées de l'ATMO et de commissionnement seront communiquées ultérieurement.

2.6.2. L'assistant technique à maîtrise d'ouvrage relatif aux enjeux environnementaux et de développement durable (AMO DD)

Compte tenu des forts enjeux environnementaux du site retenu pour l'implantation du centre pénitentiaire d'Angers Les Landes, le pouvoir adjudicateur prescrit au titulaire du marché de conception-réalisation le respect d'une charte chantiers faibles nuisances et doit obtenir auprès du représentant de l'Etat sur le territoire une dérogation relative aux espèces protégées. Cet arrêté contraint le pouvoir adjudicateur au respect d'une séquence de mesures éviter-réduire-compenser. L'AMO DD a pour rôle de contrôler le bon respect de la charte chantiers faibles nuisances et la bonne application de l'arrêté par le groupement de conception-réalisation.

Les coordonnées de l'AMO DD seront communiquées ultérieurement.

2.6.3. L'assistant à maîtrise d'ouvrage BIM (AMO BIM)

L'opération du Centre pénitentiaire d'Angers Les Landes (49) fait l'objet d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage BIM ayant pour objet, la mise en place et le suivi du processus BIM ainsi que l'analyse des livrables du groupement dont le DOE numérique. Le titulaire de ce marché s'assurera, lors de l'exécution des études et des travaux, du respect des pièces contractuelles et réglementaires et en rendra compte au maître de l'ouvrage.

Les coordonnées de l'AMO BIM seront communiquées ultérieurement.

ARTICLE 3 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

3.1. Pièces particulières

- l'acte d'engagement, référencé "AE" dénommé ci-après et dans les autres pièces du marché « acte d'engagement », son annexe n°01 relative à la répartition des honoraires entre co-traitants,
- le présent cahier des clauses particulières (CCP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seule foi,
- la décomposition du prix global et forfaitaire par mission et par co-traitant (DPGF), qui n'aura de valeur contractuelle que pour les prix unitaires servant à la rémunération de prestations modificatives ou supplémentaires,
- le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences du CCP.

3.2. Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), en date du 30 Mars 2021 ;
- les documents techniques et réglementaires applicables à l'opération.

ARTICLE 4 : Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité

4.1. Obligations de confidentialité

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du MOA ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 7 du présent CCP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

4.2. Mesures de sécurité

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à l'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur périphériques informatiques).

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite, sauf autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.

ARTICLE 5 : Contenu des prestations

5.1. Phase analyse des offres et conception

5.1.1. Participation à l'analyse des offres

Le coordonnateur SPS réalise une analyse complète de l'offre de conception-réalisation du centre pénitentiaire d'Angers Les Landes lauréate avec participation à la phase de mise au point.

Il remettra au Maître de l'ouvrage un rapport par marché, du point de vue :

- de la sécurité et la protection de la santé des travailleurs,
- des modalités d'intervention ultérieure sur les ouvrages,
- Et des modalités d'intervention du fait des chantiers concomitants (chantier du centre pénitentiaire, déviation de la RD347 avec création du giratoire RD347 desservant le nouvel établissement pénitentiaire, chantiers des réseaux et voiries d'accès au site ou exploitations existantes...) et ce, uniquement pour les interventions menées par les prestataires de l'APIJ et non celles menées par les collectivités,

Cette analyse comprend l'examen des variantes proposées.

Au fur et à mesure de son analyse, le titulaire du présent marché doit signaler au maître d'ouvrage, les informations manquantes ou imprécises qui lui seraient utiles ou nécessaires. A l'issue de son analyse, le titulaire du présent marché doit remettre un rapport d'analyse initial par offre. Il indiquera en particulier dans ces rapports d'analyse les points d'attention qu'il a identifiés concernant :

- la sécurité et la protection de la santé des travailleurs intervenant sur le chantier au regard des plans d'installation de chantier et de phasage des travaux à chacune des phases,
- les modalités d'intervention ultérieure sur les ouvrages induites par la conception proposée par le groupement ou l'entreprise générale (ou groupement d'opérateurs).
- Et les éventuelles modalités d'intervention qui dérouleraient de la concomitance avec les chantiers des projets de construction annexes.

Une fois les marchés attribués, le titulaire analyse les documents mis à jour remis par le groupement afin de vérifier que les modifications actées lors de la phase de mise au point ont bien été prises en compte.

Le rapport d'analyse initial demandé au titulaire du présent marché devra être réactualisé afin de prendre en compte les compléments apportés par les groupements en mise au point, jusqu'à la notification du marché de conception, réalisation et aménagement.

5.1.2. Modalités pratiques de coopération

Après la notification du marché, le coordonnateur SPS doit proposer au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission. Le délai de fourniture au maître d'ouvrage de ce document est précisé à l'article 7 du présent CCP.

Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération et les diffuse à l'ensemble des intervenants de l'opération.

5.1.3. Ouverture du Registre Journal de la Coordination (RJC)

Conformément à l'article R.4532-12 du Code du travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination (RJC).

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles,
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément à l'article R.4532-38 du Code du travail.

5.1.4. Avis sur les documents d'étude en APS, APD, PRO

Le coordonnateur SPS formule un avis écrit au maître d'ouvrage sur les documents d'étude. Cet avis porte sur le respect des principes généraux de prévention visés par le Code du travail, tant sur les interventions prévues pendant les travaux que sur les interventions ultérieures sur les ouvrages telles qu'elles résultent de la conception du maître d'œuvre. Ce dernier point fera l'objet d'une attention toute spécifique du coordonnateur SPS, et son analyse remise à chaque phase de conception devra être sur ce point particulièrement détaillée, en fonction du niveau d'avancement des études.

L'analyse portera par ailleurs sur les éventuelles modalités d'intervention découlant de l'interférence et la concomitance de plusieurs chantiers à proximité (chantier du centre pénitentiaire, de réseaux concessionnaires publics et des voiries d'accès au site..., en dehors de la voirie portée par l'APIJ).

5.1.5. Participation à l'élaboration du PRO

5.1.5.1. Eléments à intégrer au PRO

Le coordonnateur SPS doit donner son visa sur les documents produits par le groupement ou proposer au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier à intégrer par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage dans les pièces du PRO et en particulier :

- les éléments qui figureront dans les pièces écrites afin de définir avec les titulaires des marchés de travaux et de conception-réalisation et marché en procédure négociée des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues),
- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- les obligations du titulaire des marchés de travaux et de conception-réalisation et marché en procédure négociée, et de ses co-traitants éventuels en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs,
- le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.

5.1.5.2. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le titulaire du marché doit établir un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Le cadre du PGCSPS est défini par l'article R.4532-44 du Code du travail.

Le PGCSPS comportera les mesures de protections collectives à mettre en œuvre.

Le PGCSPS porte également sur les mesures prévues aux articles R.4533-1 à R.4533-5 du Code du travail relatifs aux Voies et Réseaux Divers (VRD) du chantier.

Le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution des études et des travaux. Il en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

5.1.6. Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Le titulaire du marché doit établir un Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 et 96 du Code du travail.

Le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures, en collaboration avec le maître d'œuvre chargé de la mise en place de l'exploitation et de la maintenance.

Le DIUO a pour objet de préconiser l'ensemble des précautions à prendre en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage par nature de travaux.

Il comporte notamment les dispositions prises pour :

- le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R.4214-2 ;
- l'accès en couverture et notamment :
 - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
 - les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
 - les chemins de circulations permanents pour les interventions fréquentes ;
- faciliter l'entretien des façades et, notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- faciliter les travaux d'entretien intérieur et notamment pour :
 - le ravalement des halls de grandes hauteurs ;
 - les accès aux cabines d'ascenseurs ;
 - les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire ;

Il indique également les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien lorsque ces locaux ont été aménagés à cet effet.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO. au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier, ainsi que pendant la période de parfait achèvement le cas échéant.

5.1.7. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) :

Il est constitué et organisé en application de l'article L.4532-10 et des articles R.4532-77 à R.4532-94 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS élabore le projet de règlement du collège et le remet concomitamment au PGCSPS. Ce document est joint au PGCSPS.

5.2. Phase préparation du chantier

5.2.1. Passation des consignes entre la phase conception et la phase réalisation

Le cas échéant, le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus en phase de conception, au coordonnateur en phase de réalisation désigné pour lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage.

Il doit établir pour cela un procès-verbal dans un délai précisé à l'article 7 du présent CCP à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS en phase de réalisation accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

5.2.2. Missions du CSPS

Pendant la phase préparatoire du chantier, le coordonnateur SPS :

- tient le registre-journal de la coordination ;
- transmet le plan général de coordination (PGC) à tous les intervenants ;
- adapte le PGC à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par les membres du groupement de conception-réalisation et au calendrier de travaux définitifs notifié par ordre de service aux entreprises ;
- harmonise le PGC en fonction des Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- collecte les PPSPS de l'ensemble des entreprises présentes sur le site ; celles-ci devront obtenir l'aval du coordonnateur SPS qui vise le document accepté et formule ses remarques par écrit (Code du travail, art. R.4532-48) ;
- diffuse les PPSPS des entreprises chargées des prestations de gros œuvre aux autres entreprises appelées à intervenir sur le site ;
- tient compte des interférences avec les activités de travaux sur le site à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet notamment procède avec le maître d'ouvrage et groupement titulaire du marché de travaux, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones dans lesquelles se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelés à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel, les véhicules et engins de toute nature, à définir les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels aura accès le personnel des entreprises ;
- tient compte des interférences avec les activités d'exploitation à proximité duquel est implanté le chantier.

5.2.3. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) :

Le coordonnateur SPS doit proposer au maître d'ouvrage la constitution du CISSCT dans un délai précisé à l'article 7 du présent CCP, ainsi que toute modification ultérieure.

Le coordonnateur SPS devra assurer la présidence et le fonctionnement du CISSCT conformément aux dispositions des articles R. 4532-80 à R. 4532-90 du Code du travail.

Le président du collège transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

5.2.4. Coordination des activités - Inspection commune de chantier

Le coordonnateur SPS doit organiser entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune. Il est précisé que cette inspection commune ne peut avoir lieu avant que le maître d'ouvrage n'ait accepté le sous-traitant, et il revient au coordonnateur SPS de vérifier ce point auprès du maître de l'ouvrage.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur S.P.S. le juge nécessaire.

5.2.5. Déclaration préalable

Le coordonnateur SPS doit assister le maître d'ouvrage dans la rédaction de la déclaration préalable.

Il recueille auprès des différents partenaires l'ensemble des informations et fournit au maître d'ouvrage, pour transmission à l'inspecteur du travail et aux organismes visés à l'article L.4532-1 du Code du travail, la déclaration préalable. Cette déclaration, en application de l'article R.4532-3 du même Code, doit être adressée avant le début des travaux.

5.2.6. Mise à jour du DIUO

Après la période de préparation, le coordonnateur SPS doit communiquer au maître d'ouvrage le cadre du DIUO renseigné par les entreprises avec les premières informations qu'elles ont fournies.

5.3. Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Le coordonnateur SPS doit analyser tout document d'exécution, et remettre ses observations écrites au maître d'ouvrage.

Il est précisé que qu'une gestion électronique des documents d'exécution sera demandée à l'entreprise titulaire du marché de travaux. Les avis du coordonnateur SPS devront être remis par l'intermédiaire de cette plateforme. Il est en particulier précisé que le coordonnateur SPS ne recevra pas en version papier les documents d'exécution.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai défini à l'article 7 du présent CCP, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par les entreprises, pour formuler un avis au maître d'ouvrage. Cet avis porte sur le respect des principes généraux de prévention visés par le Code du travail.

5.4. Phase Travaux

5.4.1. Programme prévisionnel d'intervention sur le chantier

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS doit remettre au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

En tout état de cause, il doit participer à toutes les réunions, en particulier de chantier pour les sujets qui le concernent, nécessaires à la bonne exécution de sa mission, en particulier les réunions de chantier.

5.4.2. Compte-rendu d'avancement de la mission CSPS

A la fin de chaque mois, il doit remettre au maître d'ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est consultable dans le bureau de chantier.

5.4.3. Cadre général de la mission du coordonnateur SPS en phase de réalisation

Le coordonnateur SPS en phase chantier doit contribuer, dans le cadre de la mission qui lui est confiée, à l'élaboration du projet d'exécution en proposant au Maître de l'Ouvrage ou à son représentant, l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier les éléments qui figureront dans les pièces écrites du PRO, afin de permettre aux entreprises de prendre connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues):

- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- les obligations de l'entreprise et de ses sous-traitants éventuels en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,

- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs,
- le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de travail.

Le coordonnateur SPS doit s'assurer que les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public.

5.4.4. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS doit compléter et adapter le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre journal. Il communique au fur et à mesure ces modifications au maître d'œuvre et aux entreprises de travaux.

Le coordonnateur SPS doit harmoniser et intégrer dans le PGCSPS les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) remis par le titulaire du marché de travaux et ses sous-traitants. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux entreprises et au maître d'ouvrage.

La périodicité de ces mises à jour ne devra pas être supérieure à 4 mois.

Les sous-traitants agréés doivent remettre leur PPSPS au coordonnateur avant de pouvoir accéder au chantier.

5.4.5. Coordination des activités - Inspection commune de chantier

Dans les mêmes conditions qu'à l'article 5.2.4, le CSPS, doit procéder avec chaque entreprise susceptible d'intervenir, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Le coordonnateur S.P.S. veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

5.4.6. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) :

Le coordonnateur S.P.S. rédige le procès-verbal de réunion du Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).

Le coordonnateur S.P.S. est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

Il dispose d'un délai d'une semaine pour formaliser ces réponses à compter de la réception de la question.

5.4.7. Mise à jour du dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Le coordonnateur SPS doit compléter et adapter le DIUO, dont le contenu a été précisé ci-avant, au fur et à mesure de la remise des études d'exécution ainsi que lors de la remise des dossiers des ouvrages exécutés.

Il comporte notamment les dispositions prises pour :

- Le cas échéant le nettoyage des surfaces vitrées en élévation en application de l'article R.4214-2 du Code du travail ;
- Les dispositions pour faciliter les travaux d'entretien intérieur
- L'accès en couverture et notamment :
 - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
 - les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
 - les chemins de circulations permanents pour les interventions fréquentes ;
- La facilitation de l'entretien des façades et, notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- La facilitation des travaux d'entretien intérieur et notamment pour :
 - le ravalement des halls de grande hauteur ;
 - les accès aux cabines d'ascenseurs ;
 - les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire ;

Il indique également :

- Les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien lorsque ces locaux ont été aménagés à cet effet.

Après la fin des travaux, le coordonnateur SPS communique le DIUO complété au maître d'ouvrage. Il sera mis à jour sur la base de DOE reçus par le groupement de conception-réalisation.

5.4.8. Registre Journal de la Coordination (RJC)

Les dispositions définies à l'article 5.1.3 sont applicables de la même manière par le titulaire du marché en phase travaux. Elles sont complétées par les dispositions suivantes.

Dès l'ouverture du chantier, le Registre Journal de la Coordination et un exemplaire du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables dans les installations du chantier mis en place par la ou les entreprise(s).

Le coordonnateur SPS fait un rapport mensuellement ou dès qu'il le juge nécessaire au maître d'ouvrage des éléments portés au RJC. Ce rapport est à fournir dans les délais indiqués au présent CCP.

5.4.9. Inspections de chantier

Le coordonnateur SPS procède à des inspections de chantier, à une fréquence a minima hebdomadaire, pour veiller :

- à l'application, par chaque entreprise, des dispositions prévues dans le marché et dans son Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- au respect des règles de sécurité définies par la réglementation en la matière ou dans le Plan général de coordination ;
- à la mise en œuvre des dispositions retenues dans le CISSCT.

Chacune de ces inspections fait l'objet d'une inscription au registre-journal.

Un extrait du registre journal est adressé aussi tôt que possible à tous les intervenants dès qu'un manquement est constaté.

5.4.10. Accès au chantier

Le coordonnateur S.P.S. ayant déterminé dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier, a la charge de rappeler leurs obligations en la matière aux entreprises.

Il procède à des contrôles pour vérifier que ces dispositions sont mises en œuvre et respectées.

Il signale sans délai au maître d'ouvrage toute situation qui lui semble litigieuse.

5.4.11. Interférences avec les activités d'exploitation extérieures à l'ouvrage

Pour les travaux portant sur des ouvrages situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître d'ouvrage et le coordonnateur S.P.S. prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 du Code du travail.

A la suite de l'inspection commune avec le chef d'établissement concerné et après concertation avec lui, le coordonnateur S.P.S. propose au maître d'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

5.4.12. Autres prestations du coordonnateur SPS

En complément des prestations définies ci-dessus, le coordonnateur SPS doit, pendant la phase réalisation les prestations suivantes :

- Etablissement des statistiques d'accidents de travail ;
- Analyse des rapports d'accidents établis par les entreprises pour proposer toute mesure utile à leur non-renouvellement ;
- Examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels ;

- Assistance au maître de l'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées sur ce thème avec les partenaires publics.

5.5. Phase réception des travaux

Dans un délai indiqué à l'article 7 du présent CCP, le coordonnateur SPS remet au maître de l'ouvrage (en version papier et numérique) le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) provisoire. Cette transmission fait l'objet d'un bordereau d'envoi.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) comporte notamment :

- Tous les documents tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- Le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (localisation, durabilité et caractéristiques précises des éléments de sécurité mis en place pour la maintenance) ainsi que le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini à l'article R.4211-3 du Code du travail. Le dossier de maintenance est élaboré par le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission exploitation maintenance ;
- Une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (élaborée par le coordonnateur SPS) et recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'intervention ultérieures sur l'ouvrage.

Dans le cas où les travaux seraient réceptionnés par phase, le coordonnateur transmettra :

- Un premier dossier DIUO provisoire à l'issue des travaux de la première phase ;
- Un second DIUO provisoire à l'issue des travaux des phases successives.

5.6. Mission durant la garantie de parfait achèvement

5.6.1. Interférences avec les activités d'exploitation

Le coordonnateur SPS doit proposer au maître d'ouvrage les dispositions à soumettre au chef d'établissement pour qu'il arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement pendant leur parfait achèvement, en application de l'article R.4532-14 du Code du travail.

A chaque intervention d'entreprise (levée de réserves, correction de désordre ou de dysfonctionnement...), le coordonnateur SPS assure la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment vis-à-vis des utilisateurs et usagers de l'ouvrage.

5.6.2. Mise à jour du DIUO à l'achèvement de la période de garantie de parfait achèvement

Dans un délai indiqué à l'article 7 du présent CCP, le coordonnateur SPS doit remettre au maître d'ouvrage, en trois exemplaires en papier et en version numérique, le Dossier d'intervention ultérieure (DIUO) définitif qui prendra en compte la dernière version à jour du dossier DOE remis par le groupement et les éventuelles modifications d'ouvrages opérées dans le cadre de la GPA.

Cette transmission fait l'objet d'un bordereau d'envoi.

ARTICLE 6 Modalités d'intervention

6.1. Autorité du coordonnateur SPS

Le maître d'ouvrage attachant une grande importance aux délais, le CSPS devra organiser son travail de manière à intervenir de façon permanente au niveau de l'analyse des propositions des candidats, au cours de la mise au point du marché, et après notification du groupement de conception réalisation titulaire du marché, durant l'élaboration de chaque phase des études de conception, en cours de réalisation, lors des opérations préalables de la réception, de la levée des réserves éventuelles et jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

6.1.1. Phase analyse des offres

Le titulaire du marché analysera l'offre lauréate du marché de conception réalisation du centre pénitentiaire d'Angers Les Landes (49).

6.1.2. Phase de conception

Le coordonnateur SPS peut intervenir dans toute réunion organisée en phase de conception par le maître d'ouvrage ou son représentant ou par le groupement titulaire du marché de conception-réalisation-aménagement.

Il peut demander au titulaire du marché de conception-réalisation et d'aménagement, tout document utile au déroulement de sa mission. Celui-ci est tenu de répondre à cette demande.

Il peut intervenir de la même manière auprès de tous les autres intervenants dans le projet.

Il peut demander au cours de la phase de conception au maître d'ouvrage d'ordonner que des études ou documents soient réalisés, modifiés ou complétés s'il considère que cela est nécessaire à la prise en compte des questions relatives à sa mission, tant en ce qui concerne la phase de réalisation des ouvrages qu'en ce qui concerne leur exploitation ultérieure. Ces demandes qui seront adressées par écrit au maître d'ouvrage seront motivées sur le plan technique et réglementaire.

6.1.3. Phase de réalisation

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage sans délai et, par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC).

Cette information doit être confirmée par écrit (courriel suivi d'un courrier avec accusé de réception).

Pour exercer sa mission, le coordonnateur peut demander tout document utile à la compréhension de la situation ou proposer au maître d'ouvrage qu'une réunion spécifique soit organisée pour définir avec l'entreprise les mesures à prendre.

Dans le cas où il constaterait des situations de danger lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs, le coordonnateur SPS intervient auprès de l'entreprise générale ou son représentant sur le chantier et auprès des entreprises concernées pour définir avec elles les mesures à prendre pour supprimer le danger. Néanmoins, la décision concernant les suites à donner à son constat demeure de la responsabilité du groupement.

En cas de danger grave et imminent qu'il constaterait, il peut, si cela est la mesure appropriée, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 2 du présent CCP est soumis au maître d'ouvrage.

6.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

Les moyens dont le coordonnateur SPS dispose contractuellement sont définis ci-après.

En tout état de cause, si le coordonnateur de sécurité constate à quelque moment que ce soit, que les moyens mis à sa disposition ne sont pas suffisants pour le bon exercice de sa mission, il devra en avertir au plus vite et sous la forme d'un mémoire motivé le maître d'ouvrage ou son représentant.

6.2.1. Moyens apportés par les prescriptions du CCAP du marché de conception-réalisation et aménagement

Les CCAP des marchés de travaux et de de conception-réalisation et aménagement imposent aux titulaires la prise en compte de la mission du coordonnateur SPS et précise certaines modalités de la coopération à établir entre le groupement titulaire, le coordonnateur SPS et le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur s'appuiera sur les obligations contractuelles des titulaires des marchés de travaux et de conception-réalisation et aménagement au cours de la réalisation de sa mission et informera le maître d'ouvrage en temps réel des difficultés rencontrées ou manquements du groupement à cet égard. Il proposera, le cas échéant, un projet de courrier de mise en demeure à adresser par le maître d'ouvrage ou la mise en œuvre de sanctions ou pénalités prévues dans le marché de conception-réalisation et aménagement.

6.2.2. Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- à tous les documents d'étude et à toutes les réunions concernant la conception des ouvrages ;
- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'ouvrage pour ses différentes réunions. Ce libre accès n'autorise pas le titulaire à utiliser les moyens téléphoniques, télématiques et de reproduction pour les besoins de sa

mission et notamment pour la diffusion de documents, comptes rendus, DIUO, etc.

6.2.3. Transmission des documents

Au fur et à mesure du déroulement de sa mission, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur les documents par voie dématérialisée prévus au présent CCP sous format Word, Excel ou PDF. Il ne sera pas fourni de document au format papier.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents qui lui sont remis dans le cadre du présent marché.

Tous les rapports seront remis au maître d'ouvrage avec copie au titulaire du marché de conception-réalisation et au conducteur d'opération.

Chaque dossier peut éventuellement faire l'objet de versions provisoires. Le coordonnateur SPS établira une version corrigée de son document dans les délais mentionnés à l'article 7.

6.2.4. Gestion électronique des documents

La diffusion des documents d'exécution en cours de travaux sera réalisée par un système de gestion électronique des documents, mis en place par le titulaire du marché de conception, réalisation et aménagement.

Le titulaire du présent marché doit utiliser ce système :

- Dans le cadre de la phase de conception, pour accéder aux documents d'études, le rapport d'analyse étant transmis uniquement au maître d'ouvrage,
- Dans le cadre de la phase de réalisation, pour accéder aux documents d'études et pour diffuser les documents et avis prévus dans le cadre de l'exécution de ses missions.

Le projet sera également développé en BIM. Le coordonnateur SPS intégrera ses observations en BCF dans la maquette, selon le délai défini à l'article 7 du présent CCP.

6.2.5. Dispositions prises par le maître d'ouvrage

6.2.5.1. Phase de conception

- Le maître d'ouvrage met à disposition dans les locaux de l'APIJ, au Kremlin-Bicêtre, en vue de l'analyse par le coordonnateur SPS, l'ensemble des documents remis par les titulaires des marchés de travaux et de conception-réalisation et aménagement.
- Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur SPS :
 - tous les documents d'étude relatifs à la mise au point de l'avant-projet sommaire, des études d'avant-projet définitif et de projet,
 - l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
 - tous les documents d'exécution des ouvrages,

- le calendrier de l'ensemble de l'opération,
 - l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
 - la copie des déclarations d'accidents de travail,
 - par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- Le maître d'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS de toutes les réunions organisées par le groupement conception-réalisation et aménagement et notamment par son responsable de l'Ordonnancement-Coordination-Pilotage du Chantier (OPC) et auxquelles il est systématiquement invité. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
- Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (groupement titulaire du marché de conception-réalisation, bureau de contrôle technique, consultant technique, etc), et en particulier :
 - les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le groupement titulaire en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
 - par le groupement titulaire, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

6.2.5.2. Phase de réalisation

- Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur SPS :
 - l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - tous les documents d'exécution des ouvrages ;
 - les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris ceux des travaux de levées de réserves et de parfait achèvement ;
 - l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la copie des déclarations d'accidents de travail ;
 - par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
 - par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

- par les entreprises, le nom de leurs représentants siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- Le maître d'ouvrage prend également toute mesure pour que le coordonnateur SPS soit informé :
 - de toutes les réunions organisées par le groupement conception-réalisation titulaire ou par son responsable de l'Ordonnancement-Coordination-Pilotage du Chantier (OPC) et auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée ;
 - il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
 - de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44.1 du CCAG-Travaux ;
- Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (groupement de maîtrise d'œuvre, entreprise, bureau de contrôle technique, consultant technique, ...) et en particulier :
 - les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le groupement conception- réalisation en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
 - par le groupement titulaire, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

6.3. Conditions d'exécution

6.3.1. Changement d'intervenant

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent CCP.

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS (de niveau 1, défini par les articles R.4532-23 et R.4532-24 du Code du travail) doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire (cf. article 13.3 ci-après).

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur SPS, ou son remplaçant à l'occasion d'indisponibilité temporaire. Le mémoire technique identifie précisément ces personnes physiques.

Sauf accord du maître d'ouvrage, le titulaire ne doit remplacer la personne physique qu'à l'occasion d'indisponibilité temporaire de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire.

En cas d'indisponibilité définitive qui n'est pas du fait du titulaire, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire (y compris son suppléant) doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- Le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au 3.4.3 du CCAG-PI
- L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur

Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut, ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le coordonnateur SPS assure, dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

6.3.2. Déroulement de la mission sur le chantier

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi ou lui a été communiqué, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

Un assistant au maître d'ouvrage pourra être chargé du suivi technique et économique du projet jusqu'à la phase parfait achèvement (cf. article 2). Le CSPS lui fera parvenir copie de tous les documents transmis au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, aux entreprises et aux prestataires.

En tout état de cause le CSPS participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. **A chacune des réunions hebdomadaires de chantier**, il rend compte du respect des mesures de sécurité, de ses observations lors des visites inopinées de la semaine ainsi que des dispositions particulières à prévoir en fonction du planning de l'opération et de tous sujets concernant l'hygiène et la sécurité.

Le CSPS prévoira autant de réunions que nécessaires avec les différents intervenants du chantier. Par ailleurs, le CSPS est tenu de participer à toute réunion sur demande de la maîtrise d'ouvrage. Ces réunions pourront se tenir soit sur le site du projet à Loire-Authion dans l'agglomération d'Angers (49), soit au siège de l'APIJ, au Kremlin-Bicêtre (94).

Dès l'ouverture du chantier, le Registre Journal de la Coordination et un exemplaire du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables dans les installations du chantier mis en place par le groupement titulaire.

A la fin de chaque mois « n », il remet au maître d'ouvrage, avant le 5 du mois « n+1 », un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission et notamment :

- le nombre, la fréquence et le temps de présence sur le chantier ventilés entre les réunions, les visites systématiques et les visites inopinées, les inspections communes,
- les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) et/ou leurs compléments,
- les compléments apportés au RJC,
- le nombre de remarques et d'observations classées par thèmes,
- les incidents ou accidents et le taux de gravité des accidents,
- les versions successives du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).
- ...

ARTICLE 7 : Délai et pénalités

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire.

Le tableau ci-après fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours calendaires), leurs points de départ et les montants des pénalités en cas de retard, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI.

Les pénalités citées ci-dessous sont applicables au titulaire sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage. Les délais et pénalités applicables en cas de retard ou de manquement sont récapitulés dans le tableau suivant :

Article du CCP	Élément de mission ou livrable	Délais (jours calendaires)	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou manquement en € HT
Analyse de l'offre et conception (§5.1)				
5.1.1	Rapport initial d'analyse de l'offre attributaire	12	Mise à disposition de l'offre par voie dématérialisée ou en papier dans les locaux de l'APIJ	150 € par jour calendaire
5.1.1	Actualisation du rapport d'analyse de l'offre	5	de la demande du pouvoir	150 € par jour calendaire



	attributaire post phase de mise au point		adjudicateur	
5.1.2	Document détaillant les modalités pratiques de coopération avec les autres intervenants	14	de la notification du marché de conception-réalisation	150 € par jour calendaire
5.1.3	Ouverture et remise du registre journal de la coordination (RJC)	3 0	de la demande du pouvoir adjudicateur	100 € par jour calendaire
5.1.4	Avis sur l'avant-projet sommaire (APS)	10	de sa réception	100 € par jour calendaire
5.1.4	Avis sur l'avant-projet définitif (APD)	10	de sa réception	500 € par jour calendaire
5.1.4	Avis sur le projet (PRO)	10	de sa réception	500 € par jour calendaire
5.1.5	Proposition d'éléments à intégrer au PRO	10	réception de l'APD	500 € par jour calendaire
5.1.5	Première remise du Plan Général de Coordination (PGCSPS)	2 0	de la réception de l'APS	300 € par jour calendaire
5.1.5	Remise de la mise à jour du Plan Général de Coordination (PGCSPS) au fur et à mesure des études et travaux	2 0	de la réception de l'APD, puis du PRO	300 € par jour calendaire
5.1.5	Remise du projet de dossier d'intervention ultérieure des ouvrages (DIUO) sur la base du dossier PRO	2 0	de la réception du PRO	300 € par jour calendaire
5.1.5	Transmission du projet de règlement de CISSCT	2 0	de la réception du PRO	300 € par jour calendaire
Préparation de chantier (§5.2)				
5.2.1	Passation des consignes entre la phase conception et la phase réalisation	14	de la validation du PRO par le maître d'ouvrage	100 € par jour calendaire
5.2.3	Proposition sur la constitution du Collège Interentreprises de Sécurité (CISSCT)	14	OS de démarrage de la période de préparation du chantier	300 € par jour calendaire
5.2.3	Envoi du procès-verbal de la séance d'adoption du règlement du collège aux autorités compétentes	14	Séance du CISSCT concernée	300 € par jour calendaire
5.2.4	Organisation de la visite d'inspection commune de chantier	7	A compter de la date de demande d'organisation de la visite d'inspection commune soit par le maître d'ouvrage, soit par le titulaire du marché de conception-réalisation	300 € par jour calendaire



5.2.5	Fourniture de la déclaration préalable	7	A compter de la demande de fourniture de la déclaration préalable par le maître d'ouvrage	300 € par jour calendaire
5.2.6	Communication de la mise à jour du cadre du DIUO	14	OS de démarrage de la période de préparation de chantier	2 000 € par jour calendaire
Avis sur les documents d'exécution des ouvrages (§5.3)				
5.3	Avis sur les documents d'exécution des ouvrages (EXE)	14	de leur réception	100 € par jour calendaire
Phase travaux (§5.4)				
5.4.1	Programme prévisionnel d'intervention sur le chantier	14	De la réception du programme d'exécution des travaux	100 € par jour calendaire
5.4.2	Remise du compte rendu d'avancement de l'exécution de la mission	7	Dernier jour ouvré du mois	100 € par jour calendaire
5.4.4	Remise de la mise à jour du Plan Général de Coordination (PGCSPS) au fur et à mesure des travaux	2 0	de la réception de l'APD, puis du PRO	300 € par jour calendaire
5.4.5	Organisation de la visite d'inspection commune de chantier	7	A compter de la date de demande d'organisation de la visite d'inspection commune soit par le maître d'ouvrage, soit par le titulaire du marché de conception réalisation	500 € par jour calendaire
5.4.6	Envoi du procès-verbal de réunion du Collège Interentreprises de Sécurité (CISSCT)	3	de la réunion concernée	300 € par jour calendaire
5.4.6	Réponse écrite aux observations formulées par le CISSCT	7	Réception de la question	100 € par jour calendaire
5.4.1 1	Envoi des mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation extérieures à l'ouvrage	7	Date d'inspection commune avec l'exploitant	100 € par jour calendaire
5.4.1 2	Transmission des statistiques d'accidents du travail	7	Dernier jour ouvré du mois	100 € par jour calendaire
5. 4.12	Transmission de l'analyse des rapports d'accident transmis par les entreprises	2	Réception du rapport d'accident	500 € par jour calendaire



5.4.12	Transmission de l'examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels	7	Réception des demandes des organismes officiels	300 € par jour calendaire
6.2.4	Integration des observations CSPS en BCF dans la maquette	7	à compter de la communication par le MOE/ MOA de la maquette mise à jour.	100 € par jour calendaire
Réception des travaux (§5.5)				
5.5	Communication du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) – Version provisoire, avec bordereau d'envoi	–	Le jour de la réception partielle des ouvrages	2 000 € par jour calendaire
Parfait achèvement (§5.6)				
5.6.1	Transmission des dispositions à soumettre au chef d'établissement pour arrêter les conditions particulières d'exploitation	7	Réception de la demande du maîtréd'ouvrage	100 € par jour calendaire
5.6.2	Communication du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) – version définitive, avec bordereau d'envoi	Au plus tard deux mois avant la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA)		2 000 € par jour calendaire
Divers				
En cas de non-respect des autres délais				100 € par jour calendaire
En cas de non tenue du registre journal de la coordination (RJC)				100 € par manquement constaté
En cas de non-respect de la fréquence hebdomadaire des inspections de chantier				300 € par manquement constaté
Absence à une réunion de chantier et à une réunion spécifique à laquelle le titulaire est dûment convoqué				300 € par absence
Cas où le titulaire aurait toléré ou omis de signaler au maître d'ouvrage l'intervention sur le chantier de travailleurs qui ne sont pas salariés d'une entreprise titulaire d'un marché, d'un sous-traitant agréé ou d'un fournisseur autorisé à pénétrer ponctuellement sur le chantier,				1 000 € par infraction constatée
En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 17 du présent CCP (*)				150 € par jour calendaire
En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 16 du présent CCP				300 € par constat
Cas où le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail				1 000 € par situation irrégulière constatée
En cas de non-respect des obligations contractuelles de confidentialité				2 100 € par

détaillées à l'article 4 du présent CCP	manquement
En cas de dissimulation ou non déclaration dans le délai précisé à l'article 4 du présent CCP de tout incident touchant aux obligations de confidentialité	2 000 € par jour calendaire de retard

() En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 17 du présent CCP, le pouvoir adjudicateur mettra parallèlement en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.*

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si celui-ci est imputable au pouvoir adjudicateur.

CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 8 EXECUTION DU MARCHÉ

8.1. Modalités d'exécution

Le démarrage des missions est déclenché par la notification du marché au titulaire.

8.2. Validation des documents et avis remis par le titulaire

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, la décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis telles que requis au titre des éléments définis au sein de la DPGF doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner.

Cette validation peut être donnée par tout moyen. L'absence de validation du maître d'ouvrage dans le délai ne vaut pas validation tacite.

En cas de rejet ou d'ajournement, l'APIJ dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.3. Achèvement de la mission

Les interventions du coordonnateur SPS s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement du marché de travaux, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux 2021). Cette période, d'une durée initiale de seize (16) mois, peut être prolongée par décision du pouvoir adjudicateur. Dans cette hypothèse, dont le CSPS sera avisé, ses obligations contractuelles seront maintenues pendant la durée de cette prolongation.

L'achèvement de la mission du titulaire fera l'objet d'un procès-verbal établi sur sa demande, par le représentant du maître de l'ouvrage, signé par le pouvoir adjudicateur, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 9 : Prix

9.1. Répartition des prix

En cas de groupement, le cadre de la répartition des montants des prestations à régler (Annexe n°02 de l'acte d'engagement), remis dans l'offre du titulaire, indique la part qui doit être réglée respectivement au titulaire du présent marché, et à ses co-traitants.

9.2. Contenu des prix

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il est établi hors TVA.

Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché, y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Le prix fixé au marché rémunère toutes les prestations intellectuelles et tous les frais connexes nécessaires à l'accomplissement de la mission.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des mesures et des dispositifs destinés à assurer le respect des obligations de sécurité définies à l'article 4 ci-avant.

9.3. Variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après et en fonction de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" indiqué dans l'acte d'engagement.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du marché est l'index ingénierie - ING publié au bulletin officiel du Ministère de l'Équipement.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n - I_0 / I_0 - 4)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les dernières valeurs connues prises par l'index respectivement au mois zéro moins 4 mois et au mois de réalisation des prestations moins quatre mois.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte (ou d'un paiement partiel définitif) est supérieure à 1 mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes ou des paiements partiels définitifs.

9.4. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

9.5. Clause de réexamen relative à la prolongation du marché de conception-réalisation

En application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le montant du présent marché peut être revu à la hausse pour la réalisation de prestations complémentaires selon les conditions précisées ci-après aux § 9.5.1 et 9.5.2 du présent CCP.

Ces prestations complémentaires seront de même nature que celles prévues dans le marché initial et feront l'objet d'un ou plusieurs ordres de service visant à en préciser la nature, l'étendue et le montant.

Toute modification du marché faite au titre du présent article du CCP sera systématiquement concrétisée par voie d'avenant.

9.5.1. En phase études et conception :

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de reprise d'études de conception résultant de l'ajournement ou du rejet des études produites par le groupement ou encore d'une évolution des normes, réglementations et référentiels applicables.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées et sera établie sur la base des prix unitaires et forfaits journaliers figurant dans l'offre du titulaire, sans que son montant ne puisse excéder le montant forfaitaire de l'élément de mission « conception » (article 5.1 du présent CCP – M4 à M7 de la DPGF).

9.5.2. En phase travaux :

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de prolongation de la durée du chantier actée par le pouvoir adjudicateur et pour des motifs non imputables au titulaire et ayant pour conséquence une augmentation du délai de la mission de l'article 5.4 du présent CCP et relative au « suivi des travaux et intervention sur site » par rapport au délai fixé dans le marché pour la réalisation de cette mission.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées lors de cette prolongation. Le coût mensuel moyen de cette rémunération complémentaire ne saurait excéder le coût mensuel moyen de la mission « travaux » (article 5.4 du présent CCP – M10 et M11 de la DPGF).

ARTICLE 10 : Modalités de règlement

Le calcul des décomptes et des acomptes doit à terme, être réalisé, diffusé et échangé à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX.

Le titulaire du marché sera informé de la mise en place de ce système par le maître d'ouvrage par courriel après notification du marché. L'utilisation de ce système sera alors obligatoire pour le titulaire.

Les modalités pratiques d'utilisation de ce système feront l'objet d'une convention à conclure entre le titulaire et le gestionnaire du système, selon le modèle validé par le pouvoir adjudicateur, et dont une copie lui sera adressée.

10.1. Avance

L'option A prévue à l'article 11 du CCAG PI est retenue.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-5 du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire, sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est calculé conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai de 30 jours à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du premier élément constitutif de la mission.

Le remboursement de cette avance commencera lorsque le montant cumulé des demandes d'acompte présentées par le titulaire atteindra ou dépassera 65 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Son montant ne sera ni révisable, ni actualisable.

En cas de co-traitance avec paiements séparés, le présent article s'appliquera à chacune des parts de la répartition visée à l'acte d'engagement.

10.2. Acomptes et solde

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes mensuels. Toutefois les acomptes correspondront pour chaque élément de mission au plus à 80% du montant du forfait indiqué dans la DPGF,

Le solde de chaque élément de mission pourra être versé à l'issue des vérifications et après décision du pouvoir adjudicateur, qui pourra valider la réalisation des prestations par tout moyen.

Les éléments de chaque mission feront l'objet de paiements partiels définitifs qu'après achèvement total de chaque phase et réception par le maître d'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée au CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG PI, les acomptes ne sont pas notifiés au titulaire du marché.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché, sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections.

10.2.1. Décompte périodique

La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

Cette demande d'acompte est envoyée à la personne publique. Les situations et les pièces qui accompagnent la demande d'acompte seront transmises sous forme dématérialisées via le site Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Pour déposer une facture le n° de SIRET de l'APIJ 180 092 256 00023, le n° d'engagement juridique (fourni à la notification du présent marché) sont obligatoires. Le mode règlement est le virement administratif.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom du titulaire,
- La date de facturation,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Désignation de la ou des missions concernées ainsi que des prestations réalisées correspondant au montant facturé,
- Le code opération, le code programme et le numéro d'EJ présent sur l'acte d'engagement,
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises,
- Le numéro SIRET,

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire,
- d) les pénalité et réfections éventuelles,
- e) l'incidence de la T.V.A.,
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, aucun acompte ne sera notifié au titulaire du marché.

Après exécution des prestations de la dernière phase, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de solde, dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

10.2.2. Décompte final

Après exécution des prestations de la dernière phase, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de solde, dans les conditions définies à l'article 11.8 du CCAG-PI sur EDIFLEX.

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de solde, sous forme de projet de décompte final.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

10.2.3. Décompte général - Montant du solde - Solde

Le pouvoir adjudicateur établit l'état de solde faisant ressortir :

- a) la différence entre le montant du décompte final ci-dessus et le montant du décompte antérieur,
- b) l'effet de la révision appliqué sur le montant ci-dessus,
- c) les pénalités et réfections éventuelles,
- d) l'incidence de la T.V.A.
- e) le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c) et d) - ci-dessus.
- f) Le pouvoir adjudicateur établit ensuite le décompte général qui comprend : le décompte final, l'état de solde, la récapitulation des acomptes périodiques et du solde. Sur la base du résultat de cette dernière récapitulation, le décompte général est notifié au titulaire, qui le retourne signé avec ou sans réserves.

En complément des dispositions de l'art 11.6 CCAG PI, le pouvoir adjudicateur ne notifiera pas le **solde au titulaire du marché**, sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections.

10.3. Paiement des co-traitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

10.4. Délais de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours maximum, à compter de leur réception.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et le taux en vigueur.

10.5. Prestation similaire

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

CHAPITRE IV : DIVERS

ARTICLE 11 : Assurances

11.1. Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties sur le fondement des principes inspirés par les articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code civil.

11.2. Assurances

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Le titulaire s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurance RC pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme E-Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

ARTICLE 12 : Arrêt de l'exécution du marché

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des missions définies au marché, celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 13 : Résiliation du marché

13.1. Résiliation du marché

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du CSPS portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 12 du présent CCP emporte résiliation du marché sans indemnité.

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 41 du CCAG-PI.

13.2. Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application du 40 du CCAG-PI, pour la partie résiliée, est fixé à 1 %.

13.3. Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2341-1 et L.2341-5 du Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure conformément aux dispositions de l'article L.2341-6 du Code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles R.8822-5 ou R.8822-7 et R.8822-8 du Code du travail conformément au Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, après mise en demeure notifiée par écrit au titulaire de présenter ses observations dans un délai de quinze jours et restée sans effet.

13.4. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14 : Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 15 : Exclusivité – conflits d'intérêts

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés co-traitantes du groupement titulaire, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un

conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et/ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire et ses co-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire ou ses co-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire ou ses cotraitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire ou ses co-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire ou ses co-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire ou ses co-traitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution du marché de conception réalisation et aménagement.

ARTICLE 16 : Obligations du titulaire au titre du détachement des salariés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2 du Code du travail.

ARTICLE 17 : Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues par les articles D.8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D.8222-7 à D.8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

ARTICLE 18 : Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.